

### MÉTHODOLOGIE

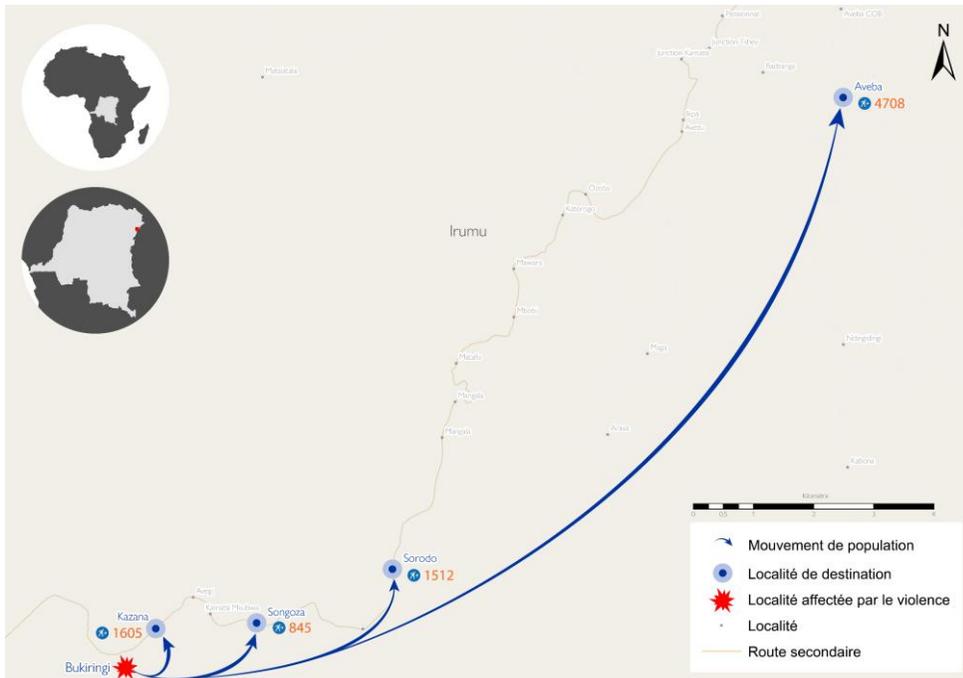
	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	<b>X</b>
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils d'Évaluation Rapide Multisectorielle (ERM). Ce rapport présente les résultats de l'évaluation menée le 26 au 29 juin 2021 dans Le Groupement de Bamuko, chefferie de Walendu Bindi en territoire d'Irumu.

### RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Des affrontements entre la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) et les rebelles ADF ont eu lieu le 25 juin 2021, dans le village de Ngazi, proche de Bukiringi, en chefferie de Walendu. Un des véhicules transportant les ménages fuyant les conflits a été pris en embuscade par des hommes armés associés au groupe rebelle ADF. Selon la société civile, les assaillants ont brûlé le véhicule, tué cinq personnes et blessé grièvement quatre autres. Cette situation sécuritaire très volatile a causé d'importants déplacements parmi la population de Bukiringi, et la population déplacée de Boga et de Kainama. Les familles déplacées se sont dirigées vers Avera, Sorodo, Kazana et Songoza, dans le groupement Bamuko chefferie de Walendu Bindi, en Territoire d'Irumu.

### CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT



Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

Les activités DTM dans la province de ITURI sont soutenues par:



L'OIM a une politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des abus sexuels (EAS). Signalez la fraude ou la mauvaise conduite (exploitation et abus sexuels) de manière confidentielle au 49 55 55 ou à travers le site suivant: <https://wearallin.iom.int>

### DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT



### DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	ITURI
TERRITOIRE	IRUMU
CHEFFERIE	WALENDU BINDI
GROUPEMENT	BAMUKO

### DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

VILLAGES ÉVALUÉS	MÉNAGES	INDIVIDUS	HOMMES	FEMMES	< 5 ANS	LOCALISATION
AVEBA	927	4708	1572	3136	360	N 1.224601 ; E30.080659
SORODO	325	1512	509	1003	116	N 1.269585 ; E 30.117512
KAZANA	320	1605	539	1066	124	N 1.26271 ; E 30.230017
SONGOZA	198	845	292	553	65	N 1.117195 ; E 29.987915

### PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES



### OBSERVATIONS & ANALYSES

 La majorité de la population déplacée a perdu ou dû abandonner ses biens au moment du déplacement. Les personnes déplacées sont désormais en situation d'extrême vulnérabilité et ne survivent, pour la majorité, que par le biais de travaux journaliers. De plus, très peu de ménages déplacés ont accès aux activités de subsistances porteuses dans la zone, telles que la cueillette et la vente de bois. Pour se nourrir, les personnes déplacées des zones évaluées ont recours à la vente de leurs biens restants, et à l'emprunt de nourriture et/ou d'argent. Finalement, avec l'arrivée des nouveaux déplacés, particulièrement dans la localité d'Avéra, les denrées de base se font de plus en plus rare, les stocks sont limités et les prix sur les marchés ont grimpé.

 La communauté d'accueil de la localité d'Avéra dispose de sept sources d'eau naturelles et aménagées par les ONGs Solidarité Internationale, Oxfam et MSF. Toutefois, ces sources d'eau aménagées, dont le débit d'eau reste limité, ne permettent pas de couvrir tous les besoins en eau potable des populations autochtones et des nouvelles vagues de déplacés. Les informateurs clés rapportent que très peu de récipients pour stocker l'eau, sont disponibles dans les zones évaluées. Cette situation provoque de longues files d'attente et des tensions au sein même de la communauté. De surcroît, les latrines dans les zones évaluées sont en quantité insuffisantes, souvent délabrés ou impropres, poussant la majorité des ménages à déféquer à l'air libre.

 Les ménages, ne disposant pas d'abris dans la zone d'accueil, louent ou cohabitent avec les familles de la communauté d'hôte ou d'autres PDI. Néanmoins, les abris ne permettent pas d'accueillir tous les ménages déplacés, certains se réfugient dans des habitations rudimentaires, d'autres dorment à la belle étoile.

 Malgré la présence d'écoles fonctionnelles, notamment dans la localité d'Avéra, la plupart des enfants des familles déplacées, en âge d'aller à l'école, ne sont pas scolarisés et ne participent à aucune activité éducative. Selon les informateurs, les principales raisons de la non-scolarisation des enfants sont le manque de moyens financiers et de matériels didactiques.

 L'accès aux soins de santé dans les zones évaluées s'avèrent difficile. En effet, peu d'infrastructures sanitaires appropriées et équipées sont disponibles. De plus, la capacité d'accueil des structures sanitaires n'est pas suffisante pour répondre aux besoins de la population nouvellement déplacée. Enfin, la population n'est pas en mesure de payer les soins de santé qui sont pour la plupart coûteux. Les maladies diagnostiquées parmi les adultes et les enfants de moins de cinq ans sont la diarrhée, le paludisme, la typhoïde, l'infection respiratoire aigüe. Ces maladies sont, pour la plupart, liées à la défécation à l'air libre, la consommation d'eau impropre, et la congestion des sites.

Pour plus d'informations, contactez l'équipe DTM en RDC : email: [iomdrctm@iom.int](mailto:iomdrctm@iom.int)  
 Site Internet: <https://displacement.iom.int/democratic-republic-congo>

